

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE



UN CONVOI DE TROUPES, DU GÉNÉRAL FRANCO TRAVERSE UN VILLAGE AU SITE PITTORESQUE, POUR ALLER RENFORCER LES NATIONALISTES DU FRONT DES ASTURIAS.

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Une offensive de longue haleine des troupes nationalistes

Avila, 9 janvier. — Il semble maintenant, d'après la tournure des opérations que l'armée Mola à l'ouest de la capitale, est le début d'une offensive de longue haleine qui, en dehors d'objectifs secondaires parmi lesquels l'assaut, vise la prise de Madrid sans qu'il ait recours à un siège complet ni à un bombardement intensif.

Madrid est une ville fortifiée, dont la prise n'apparaissait pas indispensable à la victoire finale. Le commandement aurait pu à tout moment, effectuer une grande opération, soit au sud et à l'est de Tolède, soit vers Teruel et la route de Valence, de façon à couper la capitale de la côte méditerranéenne.

Mais Madrid a une importance politique et même sentimentale, et c'est ce qui entraîna la décision du général Franco. C'est pour de semblables raisons que le généralissime « s'aventure », le mot est de lui, vers Tolède au lieu de marcher directement sur la capitale. C'est, d'ailleurs, cette glorieuse équipée dans la vallée du Tage, qui permit aux défenseurs de Madrid de transformer la ville en place forte et d'ériger en certains endroits, une triple ligne de blockaus.

La réorganisation de l'armée nationaliste

A cette situation nouvelle, le commandement nationaliste répondit par une réorganisation totale et par le renforcement de ses armées. Il fallut développer les liaisons avec l'arrière, développer les communications, augmenter l'armement, refondre les unités combattantes, faciliter les moyens de ravitaillement, tant en ce qui concerne les munitions que les vivres. Ce fut l'œuvre des deux derniers mois.

En même temps, le général Franco dirigea l'instruction des nouvelles recrues, le perfectionnement des cadres, dont une bonne part est constituée par des officiers rappelés à l'activité, et la militarisation des milices.

Il y a une quinzaine de jours, le commandement de cette œuvre fut marquée par une réorganisation du commandement sur les fronts de Madrid.

Sous les ordres du général Mola, commandant en chef des armées du nord, sont placés : la division du général Mocarado, dans le secteur de Guadalupe et Somosierra, la division d'Avila (Le Granis, Guadarrama, Piqueños, Robledo de Chavela) ; la division de Madrid sous le commandement du général Orgas, qui comprend en réalité des effectifs très supérieurs à ceux d'une division nationale et composés d'une partie des colonnes Escamez, Burgea, Iruetagoiena, Asensio et Barron, d'autre part, par les colonnes placées sous le commandement du général Varela, colonnes Tola, Bartolomeu et Delgado.

Les forces directement engagées dans l'opération actuelle, constituent environ la moitié de l'effectif total des troupes nationalistes. Il est vraisemblable que dans quelques jours, elles seront toutes en action.

On prête au général Franco l'intention de poursuivre son effort sans répit, pour ne pas laisser à l'ennemi la possibilité de se ressaisir et de se reformer.

Un cargo soviétique chargé de blé est capturé par les nationalistes

Bayonne, 9 janvier. — On mande de Saint-Sébastien, de source nationaliste que le cargo soviétique « Smidovitch » a été arrabonné dans la baie de Biscaye, au large de Bilbao, par des navires nationalistes.

Ce cargo sur lequel flottait le pavillon soviétique, transportait 3.500 tonnes de blé.

Il a été capturé et ramené dans le port de Pasaia escorté par toute une flottille.

La population massée sur les quais a longuement acclamé les équipages des navires nationalistes quand ces derniers sont entrés dans le port convoyant le cargo soviétique.

Valence se réserve de modifier son attitude au sujet du plan de contrôle du Comité de non-intervention

Valence, 9 janvier. — Le ministre des Affaires étrangères, M. Alvarez del Vayo, a remis au chargé d'affaires de Grande-Bretagne, la note suivante : « En acceptant la réception de votre communication dans laquelle, au nom du comité international chargé de l'application de l'accord de non-intervention en Espagne et de la part du secrétaire principal des Affaires étrangères du Royaume-Uni, vous avez bien voulu me remettre le plan élaboré par ce comité, sans qu'une réponse puisse être donnée avant que possible dans un délai de dix jours. Je dois, au nom du gouvernement de la République, faire les considérations suivantes :

« Quand, dans l'esprit de collaboration internationale qui inspire toute la politique extérieure du gouvernement de la République, j'ai communiqué le 16 décembre 1936, par l'intermédiaire du gouvernement du Royaume-Uni l'acceptation en principe du projet du nouveau

plan de contrôle, je l'ai fait en croyant que l'on prendrait des dispositions pour éviter la répétition d'abus antérieurs. Dès le mois de juillet, la suite est établie par les notes que j'ai envoyées aux puissances signataires de l'accord de non-intervention.

« Certaines puissances figurent dans le comité de Londres et leur conduite a été celle d'une violation constante des accords pris, en s'empressant de remettre aux rebelles tout le matériel de guerre possible en différant, jusqu'à ce que cette opération ait été réalisée dans des proportions satisfaisantes, la signature de l'accord général, ce qui n'a pas empêché qu'après cette signature, les violations ont continué.

« Aujourd'hui, le gouvernement de la République, confiant dans le haut sentiment des responsabilités des autres gouvernements représentés dans le comité de non-intervention, ne peut leur cacher la nécessité de prendre toutes les précautions afin d'empêcher qu'à travers une manœuvre dilatoire du même genre, les efforts du comité conduisent à un résultat entièrement opposé à celui qui est désiré.

« La réalité ces jours-ci, prouve que cela n'a pas été le cas. Les nouvelles venant de Londres sur les embarquements de plusieurs milliers d'Italiens au port de Cadix et celles qui nous avons eu de l'arrivée de contingents militaires allemands et italiens sous la classification de volontaires, démontrent que les semaines qui viennent de s'écouler depuis que le gouvernement de la République a accepté en principe le plan utilisé pour que l'on se trouve devant un fait accompli, c'est-à-dire l'incorporation dans les rangs rebelles d'effectifs allemands et italiens, dont Franco a bénéficié pour contre-balanter ses pertes.

« Dans ces circonstances, le nouveau plan de contrôle court le risque de perdre son sens, en se convertissant dans la pratique au lieu d'une nouvelle modalité efficace de non-intervention en faveur des rebelles.

« En effet, ces gouvernements peuvent sans tenir compte d'autres éléments, que leur seule volonté est d'envoyer d'une façon illimitée ses contingents d'hommes nécessaires pour assurer la victoire à Franco. Cette situation mettrait ces pays dans une situation de privilège, leur permettant de retarder la réponse et la signature de l'accord général, jusqu'au moment où il leur aurait remis suffisamment d'hommes aux rebelles pendant que le gouvernement de la République se trouverait, au moment du contrôle pratique, hermétiquement isolé et en face d'une armée d'occupation italo-allemande, dont le nombre, si l'on tient compte des effectifs arrivés depuis que le gouvernement de la République a donné son acceptation en principe jusqu'à aujourd'hui, peut en principe dépasser celui du nouveau plan soit effectivement en vigueur, se multiplier considérablement.

« Dans ces conditions, je me considère obligé, en accusant réception du plan indiqué et pendant qu'il est étudié, de faire ressortir les faits antérieurs qui ne sont pas conciliables non seulement avec les intérêts vitaux du peuple espagnol, mais aussi avec ceux de la démocratie européenne, et c'est ce qui pourrait modifier éventuellement l'attitude du gouvernement de la République, dont l'acceptation de principe a été donnée en croyant que cette fois, il s'agissait d'un contrôle sérieux et efficace.

L'incident du « Palos » ne sera pas soumis au Comité de non-intervention

Londres, 9 janvier. — Au cours d'une conversation avec l'ambassadeur d'Espagne, M. de la Haza, le secrétaire d'Etat, M. Moore, a déclaré qu'il ne voyait pas la possibilité de soumettre au Comité de non-intervention l'incident du « Palos », comme le proposait le gouvernement de Valence.

Une démarche anglaise auprès des gouvernements intéressés à la non-intervention

Londres, 9 janvier. — Selon les renseignements recueillis dans les milieux politiques anglais il est possible que la démarche anglaise auprès des principaux gouvernements intéressés au problème de non-intervention indirecte, ait lieu dans la journée de demain.

Les travaux parlementaires (SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Les premiers travaux. Il est probable que l'assemblée reprendra prochainement l'étude du projet d'amnistie qui était resté en suspens.

D'autres projets ou propositions, actuellement soumis à l'examen de commissions ou déjà rapportés, pourront être ensuite mis en délibération dans un ordre à déterminer suivant le désir du gouvernement.

On ne discutera pas encore le projet de réforme électorale. Quant à la réforme électorale, elle n'est pas encore tout à fait au point, puisque la Commission du suffrage universel n'a pas achevé l'étude de la proposition de M. Barthélemy qui tend à instituer la représentation proportionnelle intégrale dans le cadre de circonscriptions d'au moins 250.000 habitants, en jumelant au besoin deux départements. Ce n'est pas avant le mois de février que la discussion pourrait s'engager devant la Chambre, si celle-ci n'avait pas de tâche plus urgente à accomplir.

Une protestation du gouvernement britannique au sujet du bombardement de l'ambassade d'Angleterre à Madrid

Londres, 9 janvier. — Le gouvernement britannique a adressé aux autorités de Burgos une vigoureuse protestation du fait que des obus sont tombés sur l'ambassade de Grande-Bretagne, à Madrid.

On sait que l'ambassade se trouve dans la zone de sécurité.

L'action allemande au Maroc espagnol (SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Berlin, 9 janvier. — Les services étrangers du D.N.B. se publient la note suivante :

« Etant données certaines informations répandues à l'étranger au sujet d'une prétendue pénétration allemande dans le Maroc espagnol, le D.N.B. est autorisé à déclarer qu'il n'y a de troupes allemandes, ni en Espagne, ni au Maroc espagnol. Charles Baron, Léon Maupou (Saône-et-Loire), Tony Révilion (Ain) et autres auteurs de cette légende, ont été démasqués par les journaux anglais et français, une nouvelle tentative d'empoisonner l'atmosphère internationale et considérer ces rumeurs comme le produit d'une fantaisie surséjante.

« Il est évident que ces fausses informations sont le fruit de certains milieux qui, en ce moment où, à la suite des notes allemandes et italiennes, une détermination générale a été établie, s'efforcent d'empêcher la liquidation de la question espagnole qui se dessine.

« Il serait intéressant de connaître les commettants, qui ne reculent devant aucun moyen ou aucune dépense financière, s'il s'agit de troubler la paix de l'Europe. »

Le Reich a néanmoins envoyé des miliciens noirs, des techniciens et des armes

Berlin, 9 janvier. — Peu de temps avant Noël, le général Faupel, représentant du Reich auprès du général Franco, vint, dit-on, à Berchtesgaden et présenta au Führer une demande du général Franco : un corps expéditionnaire de 60.000 hommes était nécessaire pour vaincre devant Madrid.

Le général von Frisch, commandant l'armée de terre, fit observer que, ni le Reich, ni l'armée allemande, ne pouvaient assumer à l'heure actuelle une action dont la guerre pourrait résulter à bref délai. Il alla jusqu'à menacer de quitter le commandement.

Un général allemand déclarait en même temps, dans la haute société berlinoise : « Une guerre commencée avec des cartes de pain est une guerre perdue d'avance. »

Dans les cercles militaires, on s'attendait au remplacement du général von Frisch par le général von Reichenau. Le bruit d'un nouveau 30 juin se répandit. Mais le Führer ne voulut pas prendre sur lui de mépriser l'avis de ses conseillers militaires.

Le corps expéditionnaire demandé n'a pas été envoyé en Espagne. On a envoyé des miliciens noirs et poursuivi les envois d'armes spéciales et de techniciens.

L'attitude du Reich dépendra, d'une part, de la réaction des puissances à la réponse allemande du 7 janvier, d'autre part, du succès ou du moins du rapide des opérations engagées devant Madrid par Franco, dont Berlin veut à tout prix assurer le succès total.

« Une guerre européenne serait sur la voie du suicide »

Les travaux parlementaires (SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Les premiers travaux. Il est probable que l'assemblée reprendra prochainement l'étude du projet d'amnistie qui était resté en suspens.

D'autres projets ou propositions, actuellement soumis à l'examen de commissions ou déjà rapportés, pourront être ensuite mis en délibération dans un ordre à déterminer suivant le désir du gouvernement.

On ne discutera pas encore le projet de réforme électorale. Quant à la réforme électorale, elle n'est pas encore tout à fait au point, puisque la Commission du suffrage universel n'a pas achevé l'étude de la proposition de M. Barthélemy qui tend à instituer la représentation proportionnelle intégrale dans le cadre de circonscriptions d'au moins 250.000 habitants, en jumelant au besoin deux départements. Ce n'est pas avant le mois de février que la discussion pourrait s'engager devant la Chambre, si celle-ci n'avait pas de tâche plus urgente à accomplir.

La défense nationale

Les demandes d'interpellations déposées sont au nombre d'une soixantaine, mais beaucoup ont perdu de leur actualité et leurs auteurs mêmes n'en réclament pas la discussion. Le gouvernement a pris l'engagement, lors du vote des budgets de la Guerre et de l'Air, de laisser s'engager dans la deuxième quinzaine de janvier, un débat sur la défense nationale. A l'occasion des interpellations de MM. Jean Montigny et Paul Reynaud, sur ce sujet.

On compte déjà huit orateurs inscrits : MM. Wiedeman, Golran, Dignat, Quenette, Jacquelin, Achille Fougère, Chappadelaine, Charles Baron, Léon Meyer. Il est probable que la discussion aura lieu le 22 janvier.

Au Sénat

Au Luxembourg, la séance de rentrée sera présidée par le doyen d'âge, M. Damescourt, sénateur de la Manche.

Un désaccord s'étant manifesté entre les deux arbitres, M. Jacob, président du Tribunal d'arbitrage, choisit par la Chambre patronale du bassin de la Sambre, et M. Louis Béard, président du Conseil des prud'hommes de la Seine, choisi par les ouvriers, chargés de régler le conflit métallurgique de cette région, M. Béard est reparti pour Paris.

L'arbitre patronal avait des pouvoirs plus limités que l'arbitre ouvrier. Une nouvelle réunion de la Chambre syndicale aura lieu.

A Roubaix

Chez les garçons bouchers. Les garçons bouchers trouvent leurs salaires insuffisants pour une corporation où l'on travaille parfois 16 heures par semaine.

Des démarches sont entreprises actuellement auprès du syndicat patronal, et une réunion des garçons bouchers aura lieu le jeudi 14 janvier, à 19 h. 30, à la salle Blondelle, 1, rue de la Halle, sous la présidence de M. Prouvoux, du Syndicat de Lille.

A Carvin, le conflit continue

Deux réunions se sont tenues samedi matin, à la mairie de Carvin, pour tenter de régler le grève des huilleries.

Une troisième réunion eut lieu à 15 h. Au cours de celle-ci il fut encore impossible de concilier les points de vue, les deux parties restant à peu de chose près sur leurs positions.

Le travail reprend aux établissements Avot à Blendecques

Le travail a repris aux établissements Avot, à Blendecques.

Le différend franco-turc à propos d'Alexandrette

On apprend qu'à la suite de l'entrevue que M. Véniot, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a eue avec l'ambassadeur de Turquie à Paris, le gouvernement turc va envoyer incessamment une proposition de règlement comme l'a demandé le ministre français.

D'autre part, les cercles officiels français démentent l'information prétendant que 35.000 hommes de troupes françaises seraient massés dans le Sandjak d'Alexandrette.

Enfin on annonce que des éléments turbulents favorables à la Turquie, extrémistes, ont provoqué samedi matin une grève dans la région d'Antioche.

Les souks turcs sont demeurés fermés. Les élèves du lycée et des écoles constatant l'impossibilité d'organiser les cours, ont formé un cortège en arborant le drapeau syrien.

LES GRÈVES (SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Dans le bassin de la Sambre

Le travail des deux arbitres a dû être interrompu. Ils ne jouissent pas des mêmes pouvoirs.

Un désaccord s'étant manifesté entre les deux arbitres, M. Jacob, président du Tribunal d'arbitrage, choisit par la Chambre patronale du bassin de la Sambre, et M. Louis Béard, président du Conseil des prud'hommes de la Seine, choisi par les ouvriers, chargés de régler le conflit métallurgique de cette région, M. Béard est reparti pour Paris.

A Roubaix

Chez les garçons bouchers. Les garçons bouchers trouvent leurs salaires insuffisants pour une corporation où l'on travaille parfois 16 heures par semaine.

Des démarches sont entreprises actuellement auprès du syndicat patronal, et une réunion des garçons bouchers aura lieu le jeudi 14 janvier, à 19 h. 30, à la salle Blondelle, 1, rue de la Halle, sous la présidence de M. Prouvoux, du Syndicat de Lille.

A Carvin, le conflit continue

Deux réunions se sont tenues samedi matin, à la mairie de Carvin, pour tenter de régler le grève des huilleries.

Une troisième réunion eut lieu à 15 h. Au cours de celle-ci il fut encore impossible de concilier les points de vue, les deux parties restant à peu de chose près sur leurs positions.

M. Trotski est arrivé au Mexique

Il déclare en débarquant : « Il y a 75 chances pour 100 pour que la guerre éclate en Europe »

M. Trotski est arrivé au Mexique

Il déclare en débarquant : « Il y a 75 chances pour 100 pour que la guerre éclate en Europe »

Une lâche agression contre un chauffeur de taxi parisien en forêt de Sénart

Le BANDIT EST ARRÊTÉ. Corbell, 9 janvier. — Durant la nuit de vendredi à samedi, un chauffeur de taxi parisien a été victime d'un attentat en pleine forêt de Sénart.

Voici dans quelles circonstances : M. Marcel Persault, âgé de 32 ans, chauffeur de taxi, domicilié à Paris, était arrêté, vendredi, vers 20 heures, place Clichy, à Paris, par un jeune homme élégamment vêtu qui lui demanda de le conduire dans la région de Corbell. Le chauffeur accepta et le voyageur prit place dans la voiture.

Mais, arrivé en forêt de Sénart, non loin de Brunoy, sous un prétexte quelconque, le voyageur frappa à la vitre et demanda au chauffeur de bien vouloir s'arrêter.

A peine le chauffeur avait-il stoppé que l'individu, qui se trouvait derrière lui, lui tira deux balles de revolver à la tête. Le chauffeur fit le mort et se renferma sur ses papiers d'identité et de son porte-monnaie contenant une vingtaine de francs, puis disparut.

Malgré ses blessures graves, le chauffeur Persault put se traîner jusqu'à la caserne de gendarmerie de Brunoy, où il fit le récit de l'agression dont il venait d'être victime.

Il précisa même que l'auteur était connu de lui sous le nom de Clément Goujon, âgé de 26 à 30 ans, habitant Paris, 30, rue de Liège, et qu'il le connaissait pour l'avoir pris à diverses reprises dans son taxi.

Le chauffeur Persault fut alors transporté à l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges.

Le capitaine de gendarmerie Morin, de Corbell, et la première brigade mobile, alertés téléphoniquement, se mirent, aussitôt, à la recherche de l'individu signalé.

Le gendarme de Villeneuve-Saint-Georges l'arrêta dans la journée de samedi, alors qu'il venait de descendre d'un train en gare.

Clément Goujon a été mis à la disposition du Parquet de Corbell.

L'agression de Saint-Antoine

On a identifié deux des agresseurs. Bordeaux, 9 janvier. — On nous annonce qu'au cours de la journée de vendredi, différentes photographies anthropométriques ont été présentées : des témoins, notamment à la famille Du-Temps et au garagiste de Saint-Antoine.

Il ont formellement reconnu deux des individus qui leur étaient présentés et que la police soupçonne d'avoir participé à l'affaire de Saint-Antoine, comme à celles de Réalmont et de Villefranche-de-Rouergue et de la Magistère.

On croit savoir que des commissions rogatoires ont été envoyées par le magistrat instructeur dans différentes villes de la région où les individus soupçonnés sont susceptibles de s'être réfugiés.

Une femme ensevelie revient à elle au moment où l'on vient prendre la mesure de son cercueil

Une histoire hallucinante vient de se passer dans un clinique de Louvain.

DERNIERE HEURE

M. Degroille poursuivra ses allocations par les postes de radio italiens

Bruxelles, 9 janvier. — M. Léon Degroille annonce qu'il recommencera à parler par l'intermédiaire des postes de radio italiens.

Nouvelles sportives

BASKET-BALL

Les huitièmes de finale du championnat de France d'Excellence

Le Comité central de la Fédération Française de basket-ball, réuni ce soir en comité plénier, a procédé au tirage au sort du premier tour des huitièmes de championnat de France d'Excellence qui auront lieu le 24 février. Voici les matches :

S. C. P. O. contre Foyer de Romilly. O. G. Lillois contre Chamois de Reims. A. S. Montfermeil contre S. A. Montrough. C. A. Mulhouse contre J. A. Charleville. F. C. Lyon contre Foyer de Romilly. Paris Université Club contre U. S. Métro. F. A. Nice contre Stade Français. Foyer de Romilly contre S. A. Montrough. La Commission sportive désignera les terrains ultérieurement.

Boxe

Giacomelli bat Momot

Samedi au Central Sporting-Club, devant une assistance très dense, le jeune pugiliste italien Giacomelli remporta, au match principal, le Français Pierre Momot détenteur de la ceinture de champion. Résultats : Paul de Senault fut match nul ; Eliot bat Martinet aux points ; Billébat bat Florodochitch, disqualifié.

François et Raquet, match nul ; Dumas bat Jean Fort aux points ; Gino Giacomelli (Italie) bat Momot (France) aux points.

Renseignements commerciaux

COTONS

Table with columns: Termes, Prix, Jour, etc. showing cotton market data for New Orleans and New York.

CHANGES A L'ETRANGER

Londres : Sur Paris, 105,15; sur Bruxelles, 291,25; sur New York, 9,81/2; sur Hong Kong, 10,1/2.

Revue du marché de New-York

New-York, 9 janvier. — Après une ouverture soutenue accompagnée d'opérations actives, Wall Street a vu la situation de la semaine automobile indiquer de nombreux espoirs à réaliser, marquant ainsi un terme décisif dans les débats qui ont précédé la tendance optimiste qui a débuté au début de la semaine; néanmoins les mouvements des prix restèrent très faibles. Les prix de changements qui soient après, ont constaté principalement de gains et de pertes partielles sans également réparties sur un ensemble de transactions qui portèrent sur 1.650.000 parts.

Tout au long de la séance, les achats ne cessèrent pas d'être portés sur des valeurs de choix; l'intérêt se concentra sur diverses valeurs favorites, tandis que les actions d'entreprises d'acier étaient guères mieux qu'équilibrées. Les valeurs aéronautiques ont le prix resté bas, ont fait preuve d'une très grande activité, dans l'attente des commandes gouvernementales, et les actions ont répondu à la nouvelle selon laquelle le Bethlehem Steel a dépensé 70.000.000 dollars, soit 4.000.000 livres pour frais d'équipement. En même temps, les projets gouvernementaux ont agi comme facteurs encourageants, car l'espérer qu'une imposition de 50% d'acier ne manquerait pas d'être faite ultérieurement. La clôture se fit sur une note irrégulière.

La loi de quarante heures sera appliquée par milliers dans l'industrie tulle et dentellière

Dès lundi, les ouvriers feront quarante-six heures de travail